Le Conseil des ministres a examiné le comportement de l’économie

Par Yaima Puig Meneses pour Granma International en français

PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE CUBAINE

Pour le premier semestre de l'année, la performance de l’économie est considérée comme acceptable, en dépit des tensions qui la caractérisent, a indiqué Alejandro Gil Fernandez, Premier vice-ministre de l'Économie et de la Planification, en présentant au Conseil des ministres un

rapport sur le comportement estimé au cours de la période.

Parmi les aspects qui ont eu le plus grand impact sur le comportement économique, il a été signalé la disponibilité insuffisante des ressources, l'impact climatique sur le programme de la récolte de la canne à sucre, la baisse des recettes provenant de l’exportation et les dommages provoqués par les pluies intenses, à quoi s’ajoutent le renforcement du blocus étasunien et de ses effets extraterritoriaux.

Toutefois, on enregistre des augmentations modérées dans le secteur de la construction et du commerce, et l’on observe des performances favorables dans les principales productions agricoles, tandis que les niveaux d'activité de l'industrie alimentaire sont pour la plupart conformes aux niveaux planifiés. Quant au secteur du tourisme, le fait d'avoir dépassé les deux millions de visiteurs est considéré comme un résultat positif, ce qui a été possible grâce à la réparation rapide de tous les dommages causés par l'ouragan Irma.

Il a été signalé également l'importance de poursuivre un travail conjoint entre tous les organismes, avec pour objectif l’exécution du plan prévu. Nous avons encore des potentialités qui nous permettent de garantir la progression de notre économie, d’où la nécessité de concentrer notre travail pour atteindre des niveaux plus élevés d'activité et d'efficacité.

Le rapport a suscité un large débat parmi les participants à la réunion, qui ont abordé des questions telles que

l'importance d'identifier les réserves existantes dans chaque organisme, de mieux contrôler la désagrégation du Plan et donner la priorité aux investissements susceptibles de contribuer le plus au développement du pays.

Le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres a insisté sur la nécessité de donner la priorité aux investissements ayant un impact productif. Il a cité en exemple les travaux de transvasement des eaux, des investissements qui assurent de l'eau pour la population et l'agriculture, si bien que plus d'irrigation signifie plus de nourriture, ainsi que les investissements dans le tourisme, qui fournissent des revenus immédiats, et ceux de l'industrie alimentaire, qui remplacent les importations et permettent aussi de disposer de davantage de produits pour le marché intérieur.

LIQUIDATION DU BUDGET DE L'ÉTAT

La ministre des Finances et des Prix, Lina Pedraza Rodriguez, a présenté le rapport sur la liquidation du budget de l'État pour 2017, dans lequel il est précisé que l'exécution budgétaire a enregistré un déficit inférieur à celui approuvé par l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, en raison de l'effet combiné de l’excédent des recettes et de la non-exécution de certaines dépenses.

Autres données intéressantes : les recettes fiscales et non fiscales du secteur de l’État représentent environ 86 % de la collecte totale, ce qui confirme que les entreprises publiques sont les principaux contributeurs. Par contre,

les formes non étatiques de gestion représentent 11 % du total.

À propos de la contribution territoriale pour le développement local, il a été expliqué que les conseils d'administration ont approuvé 525 millions de pesos pour la réparation et l'entretien des installations de l'État, donner une réponse aux préoccupations des électeurs et pour résoudre les problèmes d'infrastructure à usage collectif.

La structure des dépenses pour l'activité budgétisée, qui confirme le caractère du socialisme cubain, a été détaillée : 29% du budget est destiné à la santé publique et à l'assistance sociale, 22% à l'éducation et 16% à la sécurité sociale.

En 2017, plus de 21 000 personnes dans tout le pays ont bénéficié de subventions d'aide à des actions constructives, une question sur laquelle les conseils d'administration provinciaux et municipaux doivent travailler afin accélérer la distribution de ces financements.

À ce point de l'ordre du jour, les représentants des ministères de l'Industrie alimentaire et de l'Agriculture ont fait rapport sur les analyses et les mesures adoptées dans les entreprises ayant eu les plus grandes contributions et des excédents en matière d'impôts sur les bénéfices et celles qui ont bouclé l'année avec des pertes imprévues.

Au terme du débat, les membres du Conseil des ministres ont décidé de présenter ce rapport sur la liquidation du budget pour examen à l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire lors de sa prochaine session et pour son analyse et son approbation

La Contrôleuse générale de la République, Gladys Bejerano Portela, a annoncé les résultats des audits effectués sur le processus de liquidation du Budget 2017, où des progrès discrets ont été constatés. Parmi les principales défaillances, elle a signalé les réserves dans la planification des revenus et dans le contrôle de l'exécution du Budget sur la destination et l'utilisation des dépenses.

Plusieurs cas de paiements indus pour des travaux de construction dans différentes institutions de l'État ont été analysés avec le plus grand soin, lesquels font l'objet d'une enquête par le ministère de l'Intérieur et le Bureau du Procureur général.

Le Premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, Salvador Valdés Mesa, a appelé à une meilleure planification, beaucoup plus efficace, en particulier dans le cas du Budget. Les recettes excédentaires signalées dans le rapport sont une preuve des réserves en matière de planification, ce qui se traduit en ressources financières dont le pays a besoin.

Le camarade Diaz-Canel a estimé que les niveaux de contrôle sur le budget de l'État doivent être renforcés et que l’analyse de ces cas doit être systématique lors des réunions du Conseil des ministres. Il faut également assurer une discipline fiscale stricte et maintenir des

relations contractuelles adéquates entre le secteur de l'État et les travailleurs à leur compte.

Le président a insisté sur le fait que la population doit être mieux informée sur les dépenses du pays en matière d'éducation, de santé et d'assistance sociale, afin qu'elle puisse apprécier l'influence de l'exécution du Budget de l'État sur leur vie quotidienne.

Il a également partagé la proposition du Premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres de promouvoir un large débat sur ces questions lors de la prochaine session de l'Assemblée nationale.

EXPORTATIONS, CRÉDITS D'INVESTISSEMENT ET ATTRACTION DES CAPITAUX ÉTRANGERS

Le point suivant de l'ordre du jour était consacré à l'examen des principales questions qui permettraient une progression plus rapide des exportations, à l'utilisation des crédits et aux investissements étrangers.

Rodrigo Malmierca Diaz, ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers, a déclaré que « *pour atteindre des niveaux de croissance économique qui conduisent au développement, il faut accroître les taux d'accumulation* ». Pour ce faire, il est essentiel d'augmenter les recettes d'exportation et les investissements étrangers, ainsi que l'accès aux ressources extérieures par le biais de crédits à moyen et long terme.

À la suite de l'approbation de la Politique pour l’investissement étranger et de son nouveau cadre réglementaire en 2014, il y a eu une augmentation des investissements à capital étranger, mais son poids reste très faible par rapport à l'investissement total du pays, a-t-il été dit.

Le ministre a signalé qu’outre des questions objectives telles que le blocus économique et la dualité monétaire et de taux de change, il existe encore des facteurs subjectifs et organisationnels qui limitent aussi bien les exportations que l'utilisation des crédits et l'attraction des investissements étrangers, qui sont étroitement liés entre eux et doivent être abordés de manière intégrale.

Les progrès réalisés dans ces trois activités seront déterminants pour les résultats économiques du pays, a-t-il été souligné.

À cet égard, le Conseil des ministres a approuvé une série de décisions, notamment la réalisation des réunions mensuelles avec les chefs des organismes de l’administration centrale de l’État pour vérifier au cas par cas les exportations, les affaires fonctionnant avec des investissements étrangers, ainsi que la gestion et l'exécution des prêts extérieurs et accroître également le contrôle sur les entreprises qui effectuent des opérations de commerce extérieur

Pour conclure, le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres a insisté sur la nécessité de donner une plus grande impulsion aux investissements étrangers, compte tenu de leur importance pour le développement du pays. «

Nous devons être créatifs et prendre des risques, sans porter atteinte à notre souveraineté », a-t-il conclu.